

Pierre Racicot

Radio-Canada veut réunir les francophones de l'Ontario

Number 74, November 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/43005ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(1993). Pierre Racicot : Radio-Canada veut réunir les francophones de l'Ontario. *Liaison*, (74), 10–13.

Radio-Canada veut réunir les francophones de l'Ontario

Longtemps entre la Société Radio-Canada et la population franco-ontarienne ont existé des liens ambigus, doux-amers. «T'es installé chez nous, mais m'aimes-tu vraiment ?» aurait pu dire la population franco-ontarienne, qui malgré la trentaine d'antennes réémettrices quadrillant la province, se sentait comme l'épouse délaissée au profit d'une maîtresse de la métropole, plus jeune, plus folle, plus branchée. «Tu me fais des mots doux, mais m'écoutes-tu quand j' te parle ?» Puis en décembre 1990, la relation se corse : «Radio-Canada se fout de nous», pense-t-on d'un bout à l'autre de la province, alors qu'une nouvelle tombe au beau milieu de la population

avec la violence d'une bombe. Forcée de sabrer dans ses budgets, Radio-Canada ferme l'une des deux seules stations de télévision qu'elle a sur le territoire ontarien, celle de Toronto, et ne conserve que CBOFT, sa station d'Ottawa perchée, à tort ou à raison, comme la télévision de l'Outaouais québécois. «Cette fois, c'est clair, tu m'aimes pas...» L'auguste société fait des promesses, «Vous ne perdrez rien au change», dit-elle, la station d'Ottawa-Hull va couvrir l'ensemble de la province. «Tu veux rire de nous...» Mais un homme, lui, n'entendait pas à rire. Il était auparavant directeur de la région de la capitale nationale; en moins de deux, Pierre Racicot est catapulté à la tête des Servi-

ces français en Ontario et en Outaouais avec une mission quasi impossible : desservir tout l'Ontario à partir d'une région frontalière, Ottawa, sans renoncer à la couverture de l'Ouest québécois. Trois ans plus tard, Pierre Racicot a prouvé, s'il en est, qu'il fut l'homme de la situation. Il répond aux questions de Marthe Lemery.

Il faut dire qu'ils n'étaient pas nécessairement habitués à recevoir des cadres de Radio-Canada chez eux. Sans vouloir vous offenser, la société d'État a longtemps donné l'image d'une tour d'ivoire !

C'est vrai. On s'est fait accuser d'entreprendre une démarche de pur marketing pour apaiser les esprits. Ces premières rencontres ont été assez dures, je ne le cache pas. Mais on revient d'une troisième tournée annuelle en Ontario, et je puis vous assurer que les choses ont beaucoup changé. C'est maintenant entré dans les moeurs de la maison de consulter sur le terrain notre auditoire, et les gens ont pris l'habitude de nous voir. Rien que le printemps dernier, on a tenu une vingtaine de sessions d'évaluation et de consultation auprès de nos auditoires franco-ontariens. C'est simple, si on dit au monde qu'on leur donnera une radio et une télévision à leur image, il n'y a qu'une seule façon d'y parvenir. C'est d'être en prise directe sur la communauté, d'une part, mais surtout, de faire en sorte que les commentaires et suggestions recueillis servent à quelque chose. Je suis comme tout le monde, moi, il n'y a rien qui m'insulte autant que de me faire consulter, puis que mes commentaires restent lettre morte. C'est pourquoi j'ai tenu à dire aux gens, dès 1991 : «Vous nous voyez cette année, mais l'an prochain, nous reviendrons devant vous, rendre compte de ce qu'on a fait avec vos suggestions.» Ça, j'y tiens, ça nous force, toute l'équipe de Radio-Canada, à prendre point par point la liste de critiques et commentaires reçus lors de ces consultations avec nos auditoires, et à voir comment on peut les mettre en oeuvre lorsque vient le temps de composer la programmation d'une saison.

L'Ontario français a eu une réaction assez violente, au lendemain de l'annonce des coupures sur le territoire ontarien. Ça vous a étonné ?

VOUS NOUS VOYEZ

CETTE ANNÉE,

MAIS L'AN PROCHAIN,

NOUS REVIENDRONS

RENDRE COMPTE DE CE

QUE NOUS AVONS FAIT

AVEC VOS SUGGESTIONS.

PIERRE RACICOT

M. Racicot, au lendemain du 4 décembre 1990, on vous a confié, à titre de directeur des Services français en Ontario et en Outaouais, un nouveau mandat, comportant un objectif «caché» : rassurer la population franco-ontarienne qui manifestait alors bruyamment son mécontentement devant les coupures annoncées, sans vous aliéner ce faisant la population de l'Ouest québécois. Comment avez-vous réagi ?

Je suis un homme pratique, qui aime mettre les choses dans un contexte concret. Lorsque, le 5 décembre 1990, j'ai reçu ce nouveau mandat de desservir toute la francophonie ontarienne — et j'y voyais là l'obligation de traiter non seulement les questions spécifiquement francophones, mais toutes les questions ayant un impact sur la vie des Franco-Ontariens — je ne voyais qu'une seule façon d'y arriver : c'était de ne pas rester assis

Pas du tout. J'ai des racines très profondes en Ontario. Mes parents étaient de souche ontarienne, j'ai fait la majorité de mes études en Ontario. Depuis quinze ans, je vis en Ontario, et les batailles légendaires des Franco-Ontariens, je les ai entendu raconter avec fierté par ma mère, ma parenté. Elles font partie de mon patrimoine culturel. Peut-être que si je n'avais pas été à Radio-Canada en décembre 1990 à devoir assurer l'implantation de cette décision-là, j'aurais moi aussi fait partie du mouvement de revendication.

Qu'est-ce qu'on vous a demandé, à chaud, lors de cette première ronde de consultations ?

Ceux qui étaient encore pris dans l'émotivité de la fermeture de Toronto refusaient de nous rencontrer ou revendiquaient carrément la réouverture de notre station. Les autres, qui avec le temps sont devenus la majorité, réclamaient une télévision qui aille au-delà de la nouvelle. On nous demandait de parler d'eux, de montrer des émissions dans lesquelles ils pourraient se reconnaître, de faire une télé à leur image. Une chose qui a toujours dérangé l'auditoire ontarien, par exemple, c'est le mandat outaouais.

Oui, parlons-en de ce fameux clivage entre deux publics francophones qui sont, par maints aspects, fort différents. Comment arrivez-vous à concilier ces deux ensembles de besoins ?

On peut choisir de s'attarder aux différences entre ces deux populations — et je ne nie pas qu'elles existent, sur le plan politique, juridique, ou institutionnel, entre autres — mais on peut aussi voir les liens qu'elles ont entre elles. Il fut un temps où un va et vient constant existait entre l'Outaouais et l'Ontario français. Il n'y avait pas et il n'y a toujours pas de frontière hermétique entre ces deux régions. Par ailleurs, deux raisons bien concrètes justifient la coexistence de ces deux publics, soit en premier lieu, la contrainte géographique d'être une région limitrophe, desservie par un seul émetteur, et ensuite une contrainte économique. Pour la société mère, il n'existe, hors Montréal, que trois marchés importants en terme de revenus commerciaux, et ce sont dans l'ordre, Québec, Hull-Ottawa et Moncton. À l'extérieur de ces trois régions, le revenu commercial est minime. Si on décidait soudainement de délaisser entièrement le marché de la région de la capitale nationale, ça entraînerait d'autres problèmes, et beaucoup plus sérieux qu'on pense.

Donc, pas question de scinder votre mandat Outaouais-Ontario français en deux. Mais comment avez-vous résolu d'y répondre ?

Quand on est revenu de notre première tournée, et à partir des préoccupations exprimées par nos

auditoires, on a décidé dans un premier temps de réaménager l'émission *Ce Soir*. On a créé de nouveaux blocs, expérimenté une nouvelle formule qui a gagné en ampleur avec l'arrivée, en 1992, de Pierre Granger, qui était autant connu que respecté dans l'Ontario français. Toujours motivé par ce souci de répondre de façon plus directe aux besoins des gens dans les régions, on a décidé d'ouvrir, à l'intérieur de l'émission, des fenêtres sur chacune. L'an dernier, nous en avons quatre, une sur l'Outaouais, sur l'Est ontarien, une sur le Nord, c'est-à-dire Sudbury, et une autre sur le Sud. Cette année, depuis la rentrée de septembre, nous avons ajouté le Sud-Ouest, une fois par semaine, et bientôt le Grand Nord, à partir du bureau de Timmins. Ces fenêtres contribuent à renforcer le sentiment d'unité de la population franco-ontarienne.

Mais outre ces fenêtres, ce qu'on a fait de plus important, c'est de décentraliser nos ressources depuis Ottawa. On a créé un bureau de production télévisuelle dans le Sud-Ouest, là où il nous fallait auparavant partager avec nos collègues de la station anglaise; on a augmenté considérablement notre effectif à Toronto, qui est passé de 4 à 10 personnes permanentes, pour couvrir toutes les facettes de l'actualité politique, économique et sociale de la métropole; on a ouvert un mini-centre de production à Sudbury, ce qui nous permet d'y faire de la production; et on a rétabli des capacités de production à Timmins, un bureau qui avait été aboli lors des coupures de 1990. Jumelées à celles de nos stations de radio, ces ressources quadrillent donc tout le territoire, et on s'en sert de façon complémentaire, ce qui se faisait peu avant !

Comment se fait-il qu'on avait maintenu auparavant deux secteurs — la radio de son côté et la télévision de l'autre — quasiment en parallèle, avec tout ce que cela suppose de dédoublement de ressources et d'énergie ?

Oui, mais ce qui était plus grave, c'est qu'il y avait bien des champs d'activités, des événements dont on ne parlait jamais, faute de ressources. L'émission *Espace libre*, on l'a fait dans cette perspective d'heureux mariage entre les ressources radio et télé. Toutes les stations de radio avaient des chroniqueurs culturels; en ajoutant des facilités de production télévisuelle dans chaque région, on a pu combiner les deux et produire cette émission qui n'a rien à envier aux émissions culturelles diffusées sur le réseau. On a adopté la même philosophie pour créer *Objectif Ontario*, où cette fois nous avons marié nos ressources en journalisme pour produire une émission qui, en moins d'un an, s'est établie une solide réputation. Et pas juste en Ontario ! Nous avons remporté le Prix Gémeau pour la meilleure émission d'affaires publiques, au gala du 26 septembre dernier; nos compétiteurs étaient *Le Point Médias*, *Enjeux*, *Le Match de la vie* et *Nord-Sud*. Rien de moins !



Photo : Michel Tessier

PIERRE RACICOT :
Radio-Canada veut être le catalyseur de la richesse et de la vitalité de la communauté franco-ontarienne.

SUITE, PAGE 12

Vous affichez bien haut depuis quelque temps un nouveau slogan, «Radio-Canada, le média moteur du développement des francophones». C'est ambitieux comme affirmation, comme visée. Ça traduit quoi, au juste, comme intention ?

Ce nouveau slogan nous est venu dans la foulée du Rapport Grisé. Une des recommandations de ce groupe de travail, c'était que la direction des services français de Radio-Canada en Ontario assume le leadership médiatique pour l'ensemble de la province. Cette recommandation, nous l'avons fait nôtre. Nous avons participé activement aux travaux du Groupe de travail, et nous étions prêt à faire notre part. De là nous est venue cette conception d'être le médium moteur du développement de la francophonie en Ontario. Ce que ça traduit, c'est notre volonté d'inscrire toutes nos actions, tous nos gestes dans un effort de collaboration, de concertation avec la collectivité franco-ontarienne pour oeuvrer à sa pleine réalisation. Nous voulons travailler et être partie prenante à la réunification des francophones de l'Ontario, nous voulons être le catalyseur de la richesse et de la vitalité de la communauté ontarienne. Nous voulons montrer le dynamisme des régions, des gens d'affaires, des associations et regroupements, nous voulons mousser le talent artistique, appuyer l'activité culturelle, contribuer par des partenariats à son développement. Ce slogan, il sous-tend notre programmation, bien sûr, mais je veux aussi qu'il imprègne notre culture organisationnelle, notre façon de travailler, d'embaucher, de passer des marchés avec des fournisseurs. Vous allez rire peut-être, mais j'ai décidé de ne servir, lors de nos réceptions officielles, que du vin provenant d'un vignoble franco-ontarien. Oui, ça se trouve! Depuis trois ans, on accorde, à compétences égales, la priorité à des travailleurs franco-ontariens, dans tous les métiers de la radio-télévision. Je suis d'ailleurs assez fier de dire qu'on a embauché une quinzaine de diplômés du programme de techniques de radio-télévision offert par La Cité collégiale. En gros, ce qu'on essaie de faire, c'est de décliner notre objectif de médium moteur du développement des francophones d'une façon très pratique, autant au niveau économique que social, politique ou culturel.

On vous a demandé, dans vos consultations initiales, d'aller au-delà de la nouvelle. Les émissions que vous avez réaménagées depuis trois ans, *Ce Soir*, *Objectif Ontario*, restent à l'intérieur de la nouvelle, des affaires publiques. Comment avez-vous ou allez-vous actualiser cette commande de l'auditoire ?

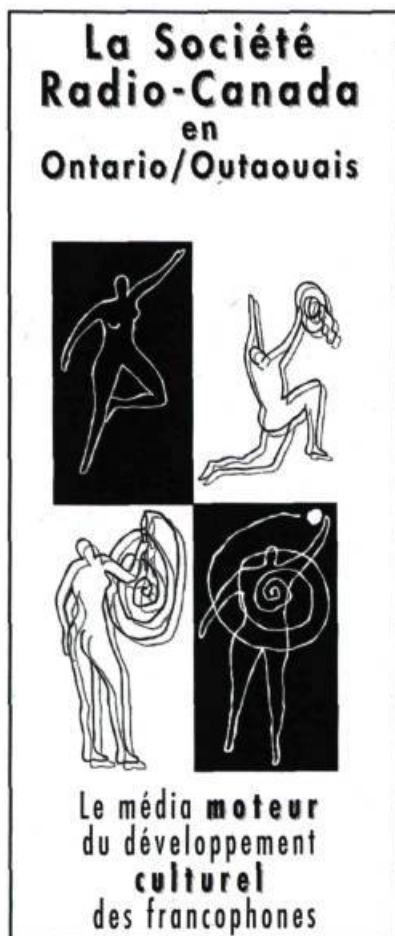
Depuis cette saison, et toujours selon le voeu de nos auditeurs, on a décidé de faire à la télé des

profils de personnalités franco-ontariennes, de gens qui ont fait leur marque, qui servent de modèle dans diverses sphères d'activités. On a ajouté des capsules linguistiques appelées *Le mot du jour*, pour valoriser la bonne utilisation du français, qu'on diffuse une dizaine de jours à la fois, en plus de la rubrique *Les maux de la langue* présentée à tous les vendredis dans le cadre du *Ce Soir*. On a institué une chronique pour les jeunes du secondaire, animée par Chantal Nadeau, une étudiante originaire de Sturgeon Falls. On a décidé de consacrer une partie du temps accaparé auparavant par des promotions maisons à des pauses nouvelles-météo-annonces communautaires, en direct. À l'extérieur d'Ottawa, il y a jusqu'à 9 de ces pauses, aux heures de grande écoute, entre 19 h et 22 h. Ce n'est pas encore parfait. Je ne veux laisser personne sur l'impression qu'il n'y a pas de place pour l'amélioration, qu'il n'y a pas d'autres créneaux à développer, mais je pense qu'on a démontré, d'année en année, qu'on était prêt à innover, à se remettre en question.

Il y a un groupe, justement, qui revendique de plus en plus fort sa place sur vos ondes, et ce sont les créateurs de la scène. À quand des téléthéâtres, des téléromans avec des comédiens et des dramaturges franco-ontariens, par exemple ?

Ça, c'est un défi qu'il nous reste à relever, et je vous dirai qu'au cours de l'hiver, on va se pencher sérieusement sur cette question pour voir ce qu'on peut faire avec des compagnies de théâtre franco-ontariennes. En attendant, on réalise quand même des choses concrètes pour encourager le développement de l'activité théâtrale, promotion de pièces, des tournées, par exemple. On a développé des partenariats avec le Théâtre du Nouvel-Ontario, avec le Théâtre français de Toronto, avec le Théâtre du Trillium, pour appuyer le plus possible leur pratique théâtrale.

À compter de janvier 1994, et ça aussi, ça découle des revendications du milieu artistique, nous produirons une nouvelle émission mettant en vedette des artistes franco-ontariens. Si nos jeunes artistes veulent faire carrière, il faut qu'ils se produisent, que les gens les voient, et nous, de la télévision, avons un rôle à jouer pour faciliter cette rencontre de l'artiste et du public. C'est pourquoi on a demandé et obtenu des fonds additionnels du siège de Radio-Canada, pour développer une émission artistique régionale. Le concept n'est pas encore arrêté de façon définitive — je pourrais vous dire qu'elle sera consacrée à la chanson-musique, mais même ça,



ça peut être élargi —, mais il est certain que ce sera une émission hebdomadaire d'au moins 30 minutes, sinon une heure, présentée en direct.

Vous insistez beaucoup sur la question des partenariats avec des organismes du milieu. Avec la Chaîne française de TVOntario, avez-vous des projets, des possibilités de concertation ?

Il fut un temps où je croyais sincèrement qu'il y aurait possibilité de travailler avec l'équipe de TVOntario. Depuis 6 ou 7 mois, je vous avoue que je déchant. Au lieu de prendre une attitude de partenariat, de collaboration, la Chaîne a pris une attitude de concurrence directe, ce que je trouve malheureux. Je l'ai déjà dit lors d'un débat avec le directeur de la Chaîne, M. Jacques Bensimon, devant l'Association des journalistes professionnels de l'Ontario, au printemps dernier, qui portait précisément sur ce thème de la complémentarité ou de la concurrence entre les deux réseaux. Moi, j'estime qu'on devrait être complémentaire, justement pour s'assurer qu'on couvre tout l'espace télévisuel et qu'on réponde au plus grand nombre de besoins. Mais il semble que TVOntario ait choisi de déborder largement de son mandat éducatif et d'entrer directement en concurrence avec nous dans divers domaines. Personnellement, je pense que c'est un gaspillage de ressources. Dans une communauté comme l'Ontario français, le marché n'est pas assez grand, il ne nous permettra jamais d'avoir deux chaînes de télévision générales.

Parlant de marché, justement, on a beau faire la meilleure télévision, la meilleure radio possible, si personne ne vous écoute, ça sert à quoi ? Au niveau des cotes d'écoute, comment vous situez-vous ?

Dans la région de la capitale nationale, CBOFT arrive en tête des stations françaises. Dans le reste de la province, on a des cotes d'écoute assez importantes, plus importantes maintenant que celles qu'on récoltait à l'époque de CBLFT. Immédiatement après les coupures, il y a eu une baisse, qui s'est rétablie et qui dépasse maintenant le plafond qui avait été atteint avant 1991. Pour la radio, il est toujours plus difficile d'évaluer nos cotes d'écoute, à cause de la façon dont BBM s'y prend pour mesurer les auditoires. On a d'ailleurs un projet pilote en cours avec CJBC, pour sonder notre clientèle à partir des listes électorales des contribuables aux conseils scolaires francophones. Dans le cadre de ce projet pilote, on applique la même méthodologie que les sondages BBM, sauf qu'on ne va pas dans la population en général, on cible de façon plus

pointue les francophones et les francophiles. Mais même s'il nous est difficile d'évaluer en nombre nos auditoires à travers la province, il y a une chose dont on est sûr, et c'est la fidélité de nos auditeurs. Lors de nos rencontres en région, il n'est pas rare de rencontrer des gens qui peuvent décliner notre grille horaire au grand complet!



Photo : Michel Tessier

Si vous n'aviez pas subi les coupures à la fin de 90, auriez-vous implanté toutes ces innovations ?

Avec le recul, on peut peut-être dire que ce fut un mal pour un bien. Chose certaine, ça a mobilisé les Franco-Ontariens comme jamais auparavant. Pour le reste, c'est purement hypothétique. Il est sûr que chaque station du réseau de Radio-Canada sur le territoire franco-ontarien aurait évolué, fort vraisemblablement selon les préceptes d'une plus grande consultation, d'une concertation accrue. Ça fait partie des tendances des années 1990. Mais je crois que les coupures ont accéléré le mouvement, parce qu'il a fallu, du jour au lendemain, accomplir un nouveau mandat dans le respect des besoins et des attentes de l'auditoire. Un des grands bénéfices qu'on en tire aujourd'hui, c'est le nombre impressionnant de partenariats qu'on a conclus avec une foule d'organismes Franco-Ontariens, et là je pense à l'Office des affaires francophones, au Centre national des Arts, au Salon du livre de Toronto, aux compagnies de théâtre franco-ontariennes, à la Cour des arts, à Opéra Lyra, à CinéFest, à la Fondation de l'hôpital Montfort, à la résidence Saint-Louis, au Regroupement des gens d'affaires, à la Fondation franco-ontarienne, à des organismes d'intervention sociale, etc. Tout le monde en tire profit et y gagne un rayonnement plus grand.

PIERRE RACICOT :
Il semble que TVOntario ait choisi de déborder largement de son mandat éducatif et d'entrer directement en concurrence avec nous dans divers domaines. Personnellement, je pense que c'est un gaspillage